

INTRODUCTION

Raphaëlle GUIDÉE et Patrick SAVIDAN

À quoi reconnaît-on une injustice sociale ? Depuis le début des années 1990, un pan important de la recherche contemporaine et une part non moins significative des discours relayés ou construits par la littérature, l'art et les médias ont répondu à cette question à travers le prisme de la misère et de l'exclusion, venant ainsi compléter le lexique d'une justice sociale conçue d'abord et de manière trop restrictive en termes d'intégration¹. Une société injuste serait une société tolérante qu'une partie de ses membres souffrent d'une pauvreté extrême, qui non seulement les prive de l'accès à certaines ressources essentielles, mais les rejette, dans les faits comme dans les représentations, en dehors du champ social. Sans-logis, sans-papiers, sans travail, mais aussi sans part, sans image, sans voix, seraient les figures les plus communes d'un territoire politique invisible défini essentiellement par la privation. En mal de représentation, ils seraient en même temps le symptôme le plus spectaculaire d'une violence sociale d'autant plus intolérable qu'elle prend place dans un monde qui, globalement, continue de s'enrichir.

L'approche n'est pas nouvelle et nous pourrions aisément en retracer l'histoire en repartant de la fin du XVIII^e siècle. À partir du moment où la société – portée par une dynamique plus marquée d'égalisation des conditions – devenait plus riche, il paraissait souhaitable que tous jouissent de ses bienfaits, soit pour des raisons morales et politiques, soit par simple souci de stabilité sociale, voire d'efficacité économique. Cette aspiration s'est très tôt accompagnée d'une réflexion critique sur la représentation des plus pauvres, peuple muet auquel il fallait désormais tenter, dans les discours savants comme dans les œuvres d'art, de prêter une voix et un visage, sans reproduire dans l'ordre symbolique les mécanismes de la domination sociale. À l'époque contemporaine, cette préoccupation accompagne par exemple, en littérature, l'essor des *subaltern studies*, en histoire, l'intérêt pour les « vies infâmes », ces vies qui « n'existent plus que par les quelques mots terribles

1. Sur cette définition trop restreinte de la justice comme justice d'intégration, voir P. SAVIDAN, *Repenser l'égalité des chances* (2007), Paris, Hachette, 2010, p. 189 sq.

qui étaient destinés à les rendre indignes, pour toujours, de la mémoire des hommes² », ou encore, en philosophie, en sociologie et en anthropologie, les approches structurées par les catégories de la reconnaissance. À travers ces perspectives, il s'est souvent agi de montrer les formes multiples de violence et de domination qui s'exercent sur les opprimés, les marginaux, et de dénoncer, en même temps que leur invisibilité sociale, le défaut ou le biais des discours qui les représentent.

Tout en s'inscrivant dans la continuité de cette préoccupation éthique et politique à l'endroit des plus pauvres, cet ouvrage³ s'efforce de penser dans un cadre plus vaste l'injustice sociale et ses représentations. Plutôt qu'en recourant à la seule catégorie de l'exclusion (dont le corrolaire est donc l'objectif d'intégration), c'est en mobilisant la notion d'inégalité que nous nous efforçons d'interroger les manières de figurer le caractère juste ou injuste de l'ordre social pris dans son ensemble. Plutôt que la figuration de l'opprimé en tant qu'exclu du champ social, ce sont les représentations de l'écart, de la cohabitation, des « misères de position⁴ » qui se trouvent au centre de la réflexion. L'ambition est ici de saisir et de questionner, dans l'écriture et la forme elles-mêmes, telle que celles-ci se déploient en philosophie, en littérature, en art et dans le champ des sciences humaines, la diction de l'inégalité et le répertoire des perceptions, émotions, sentiments, représentations et idéaux à travers lesquels elle se constitue comme injustice et comme violence.

Notre hypothèse est que cette approche, loin de relativiser le scandale des injustices les plus criantes, permettrait de les replacer à l'intérieur d'une mécanique de dépossession systémique dont les fondements même, et non seulement les marges, sont à interroger. Cette focale élargie répond aussi à un désir d'appréhender des injustices moins visibles, voire franchement inaperçues, et néanmoins caractéristiques de nos sociétés contemporaines. En cela, nous faisons écho au geste de Pierre Bourdieu quand, dans *La misère du monde*, il écrivait :

« Constituer la grande misère en mesure exclusive de toutes les misères, c'est s'interdire d'apercevoir et de comprendre toute une part des souffrances caractéristiques d'un ordre social qui a sans doute fait reculer la grande misère (moins toutefois qu'on ne le dit souvent) mais qui, en se différenciant,

2. M. FOUCAULT, « La vie des hommes infâmes » (1977), in *Dits et écrits*, t. II, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2001, p. 243.

3. La plupart des contributions de cet ouvrage ont d'abord pris la forme d'une communication lors d'un colloque qui s'est tenu à Poitiers les 1^{er} et 2 juin 2012, avec le soutien de l'université de Poitiers et du Conseil Régional Poitou-Charentes. En complément de ce volume, sont publiés sur le site de la revue *Raison publique* plusieurs articles et entretiens, consultables en accès libre.

4. P. BOURDIEU, dans l'introduction de *La misère du monde*, oppose la « misère de position, relative au point de vue de celui qui l'éprouve » à « la grande misère de condition » (*La misère du monde*, Seuil, coll. « Points Essais », 1993, p. 16).

a aussi multiplié les espaces sociaux (champs et sous-champs spécialisés) qui ont offert les conditions favorables à un développement sans précédent de toutes les formes de la petite misère⁵. »

Dans la France d'aujourd'hui, où le sentiment d'injustice et la difficulté de faire société semblent s'être encore accusés, cette perspective est toujours d'une criante actualité. Tenter de saisir la diversité des souffrances sociales et analyser, grâce aux outils critiques issus d'une pluralité de disciplines, les points de vue et représentations qui les sous-tendent nous semble une tâche d'autant plus urgente que de nombreux discours médiatiques ou politiques tentent d'instrumentaliser ces sentiments d'injustice. Il faut, pour cela, prendre le temps d'analyser le problème de l'écart entre inégalités ressenties et inégalités réelles, entre la perspective de l'expert et celle du citoyen, entre l'imaginaire partagé de l'inégalité et les injustices qui en sont exclues.

De fait, la notion d'inégalité semble d'autant plus difficile à appréhender qu'elle renvoie à des registres, des expériences et des objets extraordinairement divers. Quoi de commun entre les inégalités de revenu, de sexe, de race, ou de droits ? Entre les inégalités qui séparent les membres d'une même communauté politique et celles qui se jouent à l'échelle internationale (dont la crise des migrants est l'une des manifestations récentes les plus criantes) ? Entre les inégalités constatées par la recherche et celles éprouvées, observées, par les individus ? Tout, dans l'inégalité, prête au questionnement : Toute différence de position doit-elle être pensée comme une inégalité ? Quels sont les idées, les idéaux, les émotions qui peuvent nous conduire à voir dans un écart donné une forme inacceptable d'inégalité ? Quel rôle joue les valeurs de partage et de solidarité, ou inversement l'envie, la frustration ou le ressentiment dans la construction de cette représentation ? Dans quel complexe d'idées faut-il la situer pour la penser dans sa spécificité d'époque ? Quelle(s) tradition(s) de la mise en scène de l'injustice vient-elle prolonger ou déplacer ?

Ce chantier est immense et un seul ouvrage ne saurait le mener à bien. Il s'agit donc ici plus modestement, de contribuer à l'effort qu'il appelle, en proposant le déploiement d'un ensemble d'analyses critiques visant des manières de représenter et se représenter les inégalités.



Dans une première partie de l'ouvrage, nous avons voulu d'abord nous intéresser aux diverses formes que peut revêtir la critique des représentations de l'inégalité. Dans cette perspective, Ruwen Ogien a questionné l'usage des arguments moraux dans la tentative de justification des inégalités économiques et sociales. Recourant aux outils de l'analyse philosophique et

5. *Ibid.*

en cohérence avec la position éthique minimaliste qu'il développe actuellement, il propose une déconstruction de la moralisation des inégalités. Claire Pignol, pour sa part, poursuit cette interrogation sur la justification des inégalités sur le terrain de la pensée économique. Les économistes, constate-t-elle à contre-courant des idées reçues, sont généralement d'ardents défenseurs de l'égalisation des richesses. Ils se distinguent moins par leurs controverses sur cet objectif communément accepté que par le choix de la variable à égaliser (droits, bien-être, ou ressources). Mais, depuis la fin du XIX^e siècle, les théories économiques semblent incapables de participer à la réduction réelle des inégalités, faute de relier les écarts qu'elles constatent au mode d'organisation économique des sociétés. Loin d'être articulée, comme chez les économistes classiques, à l'organisation des activités productives, l'inégalité y est toujours naturalisée comme le résultat des aléas de la nature ou des déterminismes sociaux. Ainsi, la production de l'inégalité est-elle profondément inscrite dans les logiques dont procèdent les théories économiques contemporaines, qui considèrent toujours le pauvre comme un mal doté – par la nature ou la société – dont le handicap devrait être compensé. Critiquer les théories économiques libérales sans en comprendre les prémisses, ou, comme le font tant de leurs adversaires, en reprenant le présupposé suivant lequel les pauvres sont des malchanceux, c'est se condamner d'emblée à l'impuissance, tant dans la réduction des inégalités réelles que dans la critique de ces théories.

Cette étude permet d'entrer ainsi plus avant dans la richesse des questions que l'on peut soulever dès qu'il est question des représentations ordinaires et savantes de l'inégalité et des critères moraux à travers lesquels on peut être conduits à l'appréhender, voire à l'accepter. Toutes les inégalités sont-elles injustes? Quelles idées nous faisons-nous des inégalités et, surtout, qu'en faisons-nous? En sociologue, Michel Forsé s'attache à répondre à ces questions en s'appuyant sur des données d'enquêtes internationales sur la perception des inégalités. Il interroge plus spécifiquement la relation que nous établissons communément, dans nos justifications, entre égalité et équité. Ce faisant, il interroge le rapport des niveaux micro et macro de l'expérience de l'injustice, ouvrant ainsi la voie à l'analyse transversale, axée sur le traitement différencié de la déviance suivant le sexe, qu'en propose la sociologue Coline Cardi. Les femmes, montre-t-elle, sont constamment en minorité dans les statistiques de la délinquance, ce qui confirme l'idée reçue suivant laquelle elles sont moins violentes que les hommes. Mais cette inégalité reflète surtout le traitement relativement favorable dont les femmes déviantes bénéficient tout au long de la chaîne pénale, précisément parce qu'elles sont des femmes. Leur déviance est rendue moins visible par les prises en charge institutionnelles alternatives qui leur sont davantage proposées qu'aux hommes. Cette inégalité de traitement est-elle une injustice faite aux hommes? Coline Cardi propose plutôt d'y voir la conséquence de

stéréotypes de genre qui nourrissent des inégalités défavorables aux femmes dans le reste de la société.

Ces analyses préparent la réflexion sur la détermination esthétique de la question de la justice sociale et des inégalités à laquelle la seconde partie sera plus spécifiquement consacrée. Intervenant au point de bascule entre les deux parties de l'ouvrage, la philosophe Solange Chavel examine la place que peut occuper l'émotion dans la formation des imaginaires ordinaires de l'injustice. En repartant de certaines analyses développées notamment par la philosophe Martha Nussbaum, elle démontre qu'au moment de qualifier normativement une situation comme injuste, nous sommes tributaires d'un paradigme épistémologique de l'accès à l'injustice fondé sur la perception et l'émotion, alors même que ce paradigme est partiel et ne peut, à lui seul, assurer une base solide pour la lutte contre l'injustice. L'injustice est-elle d'abord un sentiment qui s'éprouve ou une caractéristique qui se déduit d'un certain nombre de principes ? La portée de cette question n'est pas seulement théorique : elle engage aussi les outils argumentatifs et pratiques pour lutter contre les inégalités. Penser en effet que l'injustice est nécessairement quelque chose qui se voit (et que l'on peut cacher) ou qui suscite l'indignation (une fois qu'elle est vue, ou dévoilée), c'est aussi postuler, suivant un imaginaire courant de l'engagement intellectuel ou artistique, que la lutte contre l'injustice passe davantage par la visibilisation et l'émotion que par l'argumentation et les concepts.

De la critique des représentations de l'inégalité, nous pouvons alors passer plus résolument à un examen de la fonction critique des représentations esthétiques de l'inégalité. Tel est l'objet de la seconde partie de l'ouvrage. Après avoir montré que certaines représentations produisent ou reconduisent des inégalités, on s'intéresse ici plus particulièrement à la façon dont la littérature et le cinéma peuvent répliquer à des situations d'injustice qui s'imposent dans leur évidence, parce qu'elles correspondent à une forme culturellement reconnue de l'intolérable, ou tenter au contraire de mettre au jour des situations d'injustice ignorées de la conscience collective. Comment se construit un imaginaire partagé de l'inégalité et de l'injustice sociale ? Quels types d'inégalités en sont exclus ? Quel rôle différencié jouent les discours savants, les paroles ordinaires et les représentations artistiques dans la construction de cet imaginaire commun ? Y a-t-il des formes de restitution plus justes que d'autres ? Ce sont certaines de ces questions auxquelles répond Sylvie Servoise dans son analyse des enjeux politiques de la mémoire ouvrière dans le roman contemporain. Contre une culture de la commémoration qui tend à rendre hommage aux vaincus de l'histoire à condition de ne retenir de leurs vies qu'une matière consensuelle, vidée de toute force subversive, l'œuvre de François Bon est prise comme exemple d'une littérature politique qui caractérise le monde ouvrier par ses luttes, même quand il semble défait. Cette résistance de la littérature aux grands

récits fédérateurs de l'injustice est une ligne de partage entre discours littéraire et imaginaire commun, mais, comme le montre Anne-Laure Bonvalot à propos de la littérature contemporaine en Espagne, cette ligne traverse également le champ littéraire lui-même. Aux succès de librairie d'une littérature consolatrice, qui ne s'intéresse aux vaincus que pour susciter une émotion qui, au fond, conforte l'ordre établi, elle oppose les récits fortement critiques d'auteurs comme Isaac Rosa et Belen Gopegui. Pour ces deux romanciers, il ne s'agit pas de rendre visible des situations d'injustice négligées, mais plutôt de permettre au lecteur, par des moyens proprement littéraires, de retrouver le sentiment d'injustice qu'il a perdu en présence d'une configuration inégalitaire ressentie comme allant de soi.

Y a-t-il, dès lors, une esthétique de l'égalité ? Si oui, répond Jean-Paul Engélibert, elle ne se situe pas dans la tradition du roman social, qui promeut des personnages populaires héroïques en butte à l'injustice. Reprenant les travaux de Jacques Rancière sur l'âge esthétique, il voit dans l'invention d'un roman récusant la hiérarchie traditionnelle des genres et des personnages une poétique de l'égalité qui n'a pas besoin de mettre les sujets politiques au premier plan, ni d'héroïser les prolétaires, puisqu'elle fait désormais de l'ordinaire, du quelconque, le sujet de l'art.

Le volume se conclut avec trois exemples d'œuvres contemporaines écrites ou filmées en résistance ouverte aux injustices sociales. Lisant un roman de Lydie Salvayre à la lumière du traité de la Boétie sur la servitude volontaire, Stéphane Bikialo montre d'abord que l'une des spécificités de la représentation contemporaine des inégalités tient dans l'insistance sur la notion de résignation. La violence sociale ne se manifeste plus dans la lutte entre l'opresseur et l'opprimé, dans le combat des classes ou le récit des résistances, même vaines, à l'aliénation, mais au contraire dans l'acceptation, par celui-là même qui en souffre, d'un état d'asservissement auquel il s'abandonne, par habitude, crainte, ou même espoir de partager les dividendes de l'injustice. Ainsi, suivant les termes de Bernard Noël, « le vieux rêve tyrannique est en train de se réaliser : celui d'une soumission sans contrainte apparente », à laquelle les contre-fictions littéraires tentent de répliquer en appelant, par la représentation même de cette servitude volontaire, au réveil. Dans son étude de deux œuvres autobiographiques de Zahia Rahmani, Inès Cazalas s'intéresse à une tout autre forme de contre-récit, qui croise dans le récit d'une enfance française l'expérience intime des inégalités économique, sexuelle et raciale. Fille de harki, Zahia Rahmani est constamment renvoyée à son altérité, en tant que femme, en tant que nord-africaine, et en tant que pauvre. Elle grandit en portant la honte d'un héritage historique placé sous le signe de la trahison et de la défaite. Mais le récit d'une vie singulière participe ici d'une pensée critique du commun, expliquant sans le simplifier le destin post-colonial de la France et la façon dont le racisme y devient, chez beaucoup, un dérivatif à la conscience de

la relégation sociale. Surtout, ce récit d'une enfance placée sous le sceau des injustices est aussi l'histoire d'une émancipation : la narratrice échappe aux déterminations sociales en se libérant des assignations de son milieu, mais aussi en se réappropriant son héritage, en choisissant de reconnaître comme siens les lieux multiples d'où elle vient. Déjouant les stéréotypes qui dominant trop souvent le débat public, les récits de Zahia Rahmani donnent ainsi, selon Inès Cazalas, une forme littéraire spécifique à ce que serait une politique de l'égalité, entre émancipation et fidélité aux héritages complexes dont chacun est issu.

Le dernier article du volume est consacré à ceux qui sont peut-être en passe de devenir l'emblème des inégalités contemporaines, les migrants. Il semble bien y avoir là, dans un monde qui tend à se globaliser, une forme frappante de misère de position. Marie Martin analyse dans cette perspective l'œuvre du cinéaste Sylvain George, qui a déjà consacré huit films documentaires aux sans-papiers de Calais. Ici encore, il s'agit d'explorer à travers son travail une certaine pratique formelle de l'égalité, qui non seulement figure le quotidien des migrants comme digne d'être montré à la fois dans sa richesse et dans son humilité extrême, mais ne requiert du spectateur lui-même aucun savoir préalable : livré aux puissances égalitaires de l'immersion sensible, laissé libre d'interpréter comme bon lui semble des images sans sens défini, le spectateur est partie prenante d'un dispositif documentaire profondément critique, qui montre la résistance des migrants aux mécanismes policiers qui les condamnent en même temps que ceux qui les soutiennent.